

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
Cité administrative  
Boulevard George Sand  
36000 CHÂTEAUX

Châteauroux, le 04/05/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/04/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **EUROCAST**

Route de Montluçon  
36330 LE POINÇONNET

Références : VAT20220250

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/04/2022 dans l'établissement EUROCAST implanté Route de Montluçon 36330 LE POINÇONNET. L'inspection a été annoncée le 31/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EUROCAST
- Route de Montluçon 36330 LE POINÇONNET
- Code AIOT dans GUN : 0010000514
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

#### **– Situation de l'entreprise :**

La société EUROCAST exploite, sur son site du Poinçonnet, une fonderie de métaux et d'alliages non ferreux. Elle est spécialisée dans la fonderie de pièces en aluminium à destination du marché automobile. Cet établissement emploie environ 130 personnes qui travaillent dans l'usine en postes de 3 x 8 heures du lundi au vendredi et en une équipe de jour les samedi et dimanche.

L'établissement dispose de deux tours aérorefrigérantes qui assurent, en permanence, le refroidissement du système hydraulique des presses à injection et des bacs de refroidissement des pièces dans deux ateliers.

#### – Point sur le classement de l'établissement :

Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2013248-0004 du 5 septembre 2013, modifié par arrêté n° 2015043-0004 du 12 février 2015. Par ailleurs, le courrier préfectoral du 25 juillet 2016 a mis à jour la situation administrative de l'établissement et le courrier préfectoral du 15 mai 2017 a modifié les prescriptions de certains des articles de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 2013 précité.

Rubriques de classement de l'établissement au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) :

- 2552-1 : fonderie de métaux et d'alliages non ferreux : la capacité de production étant de 58 t/j (autorisation (A)) ;
- 2560 : travail mécanique des métaux et alliages : la puissance maximum des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant de 861 kW (autorisation) ;
- 2921 : refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle : la puissance thermique évacuée maximale étant de 2 462 kW (autorisation) ;
- 2661-1.b : transformation de polymères par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression : la quantité de matière susceptible d'être traitée étant de 29 t/j (enregistrement (E)) ;
- 1414-3 : remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés : remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes (déclaration avec contrôle périodique (DC)) ;
- 1510 : entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes) : le volume de l'entrepôt étant de 7 918 m<sup>3</sup> (déclaration avec contrôle périodique) ;
- 2575 : emploi de matières abrasives : la puissance des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant de 249 kW (déclaration) ;
- 2661-2.b : transformation de polymères par tout procédé exclusivement mécanique : la quantité de matière susceptible d'être traitée étant supérieure à 2 t/j mais inférieure à 20 t/j (déclaration) ;
- 2662-2 : stockage de polymères : le volume susceptible d'être stocké étant de 158 m<sup>3</sup> (déclaration) ;
- 2910-A-2 : installation de combustion : la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion étant de 1,76 MW (déclaration avec contrôle périodique – cf. point de contrôle relatif à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 05/09/2013) ;
- 2915-2 : procédé de chauffage employant comme transmetteur de chaleur des fluides constitués par des corps organiques combustibles à une température inférieure à leur point éclair : la quantité de fluide étant de 300 litres (déclaration) ;
- 2940-.b : application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit par tout être procédé que le « trempé » : la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant de 33,7 kg/j (déclaration avec contrôle périodique) ;
- 4802-2.a : Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 : équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant de 400 kg (déclaration avec contrôle périodique).

L'établissement relève également de la rubrique 3250 (transformation de métaux et alliages non ferreux), dont relève l'établissement (production et transformation de plomb et cadmium avec une capacité supérieure à 4 t/j).

#### – Projets et investissements :

L'exploitant prévoit de remplacer certaines machines concourant au travail mécanique des métaux. Il précise que ces remplacements n'auront pas d'impact en ce qui concerne la puissance maximum des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation.

#### – Incidents ou accidents :

L'exploitant indique qu'un débordement d'eaux industrielles a eu lieu dans le rez-de-chaussée technique de son établissement. Il précise que ce débordement a été confiné dans cette partie de l'installation et n'a pas eu d'impact sur l'environnement.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- gestion des suites de la visite d'inspection précédente ;
- prévention de la pollution atmosphérique ;
- prévention de la pollution des eaux.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Localisation des points de rejet	Arrêté Préfectoral du 05/09/2013, article 4.3.5.	/	Mise en demeure, respect de prescription
Valeurs limites d'émission (points EP1 à 4)	Arrêté Préfectoral du 05/09/2013, article 4.3.9.1	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 05/09/2013, article 1.2.1.	/	Sans objet
Inventaire et état des stocks des produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 05/09/2013, article 7.2.1	/	Sans objet
Conduits et installations raccordées	Arrêté Préfectoral du 05/09/2013, article 3.2.2.	/	Sans objet
Conditions générales de rejet	Arrêté Préfectoral du 05/09/2013, article 3.2.3.	/	Sans objet
Valeurs limites des concentrations	Arrêté Préfectoral du 05/09/2013, article 3.2.4.	/	Sans objet
Effets sur l'environnement	Arrêté Préfectoral du 05/09/2013, article 9.2.3.	/	Sans objet
Réseaux de collecte.	Arrêté Préfectoral du 05/09/2013, article 4.2.3.	/	Sans objet
Confinement des eaux	Arrêté Préfectoral du 05/09/2013, article 7.6.7.2	/	Sans objet
Plan des réseaux humides	Arrêté Préfectoral du 05/09/2013, article 4.2.2	/	Sans objet
Valeurs limites d'émission (point EI)	Arrêté Préfectoral du 05/09/2013, article 4.3.9.1	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Émission de composés organiques volatils	Arrêté Préfectoral du 05/09/2013, article 3.2.5.3	/	Sans objet
Autosurveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 05/09/2013, article 9.2.1.	/	Sans objet
Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 05/09/2013, article 4.2.4.2	/	Sans objet
Gestion des ouvrages	Arrêté Préfectoral du 05/09/2013, article 4.3.3.	/	Sans objet
Autosurveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 05/09/2013, article 9.2.2.	/	Sans objet
Eaux pluviale susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 05/09/2013, article 4.3.11.	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

### **2-4) Fiches de constats**

**Nom du point de contrôle : Nature des installations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/09/2013, article 1.2.1.
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Installations classées de l'établissement
<b>Prescription contrôlée :</b> Rubrique : 2552 Libellé et régime : Fonderie (fabrication de produits moulés) de métaux et alliages non ferreux , A. Nature de l'installation et volume : capacité de production, 58 t/j.  Rubrique : 2560 Libellé et régime : Travail mécanique des métaux et alliages, A. Nature de l'installation et volume : puissance maximum des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, 861 kW.  Rubrique : 2921 Libellé et régime : Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, A. Nature de l'installation et volume : puissance thermique évacuée maximale, 2 462 kW.  Rubrique : 2910 (courrier préfectoral du 25/07/2016) Libellé et régime : Installation de combustion, NC (non classé). Nature de l'installation et volume : puissance thermique nominale totale, 1,76 MW.
<b>Constats :</b> L'exploitant doit se positionner vis-à-vis des évolutions de la nomenclature ICPE et porter à la connaissance du préfet de l'Indre le tableau actualisé du classement de ses activités au titre de cette nomenclature.
<b>Observations :</b> La rubrique 3250 (transformation de métaux et alliages non ferreux), dont relève l'établissement (production et transformation de plomb et cadmium avec une capacité supérieure à 4 t/j) n'apparaît pas dans le tableau de classement des activités de l'établissement au titre de de la nomenclature ICPE. Par ailleurs cette rubrique a été modifiée par le décret n° 2019-1096 du 28 octobre 2019.  Par ailleurs, les rubriques 2560, 2910 et 2921 ont respectivement été modifiées par le décret n° 2017-1595 du 21 novembre 2017 (2560) et par le décret n° 2021-976 du 21 juillet 2021 (2910 et 2921). Pour ces trois installations, les volumes déclarés par l'exploitant correspondent dorénavant au régime de la déclaration avec contrôle périodique.  L'exploitant doit se positionner vis-à-vis des évolutions de la nomenclature ICPE et porter à la connaissance du préfet de l'Indre le tableau actualisé du classement de ses activités au titre de cette nomenclature.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Inventaire et état des stocks des produits dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/09/2013, article 7.2.1
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements} en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour.
<b>Constats :</b> L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement n'est pas constamment tenu à jour.
<b>Observations :</b> L'exploitant présente l'inventaire des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans son établissement. Il contient les informations prescrites. Toutefois sa dernière mise à jour est datée du 15/01/2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Émission de composés organiques volatils

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/09/2013, article 3.2.5.3
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'utilisation de solvants de mentions de danger H340, H360, H350i H360D au H369F ou à phrase de risque R45, R46, R49, R60, R61 ou halogénés étiquetés R40 ou R68 ou de mentions de dangers H341 ou H351 est interdite.
<b>Constats :</b> Pas de non-conformité constatée.
<b>Observations :</b> Constat du 25/02/2021 : « L'exploitant montre à l'inspection un tableau informatique permettant de suivre la quantité de solvants qu'il utilise. Cependant, les mentions de dangers et les phrases de risques des solvants ne sont pas mentionnés dans le tableau » / Demande 1 : L'exploitant identifiera les mentions de danger et les phrase de risque des solvants qu'il utilise.  L'exploitant présente l'inventaire des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans son établissement (mise à jour en date du 15/01/2021). Il précise les phrases de risques codifiées associées à ces substances ou préparations.  Examen de l'inventaire précité : absence de produit concerné par les mentions de danger H340, H360, H350i H360D au H369F, les phrase de risque R45, R46, R49, R60, R61, et de produits halogénés étiquetés R40 ou R68 ou de mentions de dangers H341 ou H351
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Conduits et installations raccordées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/09/2013, article 3.2.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> Désignation du conduit : <ul style="list-style-type: none"><li>- Conduit FFU1, colonne de fusion n° 1, canalisé ;</li><li>- Conduit FFU2, colonne de fusion n° 2, canalisé ;</li><li>- Conduit Extracteur n° 1, atelier, canalisé ;</li><li>- Conduit Extracteur n° 2, atelier, canalisé ;</li><li>- Conduit chaudière, chaudière, canalisé ;</li><li>- Conduit GTA1, grenailleuse à tambour n° 1, canalisé ;</li><li>- Conduit GTA2, grenailleuse à tambour n° 2, canalisé ;</li><li>- Conduit GTU, grenailleuse à tunnel, canalisé.</li></ul> Rejets internes : <ul style="list-style-type: none"><li>- Grenailleuse WHEELABRATOR n° 1 : canalisé (rejets internes) ;</li><li>- Grenailleuse WHEELABRATOR n° 1 : canalisé (rejets internes).</li></ul>
<b>Constats :</b> Les effluents gazeux des grenailleuses WEELABRATOR n° 1 et 2 ne sont pas reliés à l'un des conduits prescrits (rejet interne) mais sont directement rejetés à l'atmosphère. L'exploitant doit porter à la connaissance du préfet de l'Indre les modifications des conditions d'exploitation de son établissement et proposer les valeurs limite d'émission relatives aux rejets atmosphériques des deux grenailleuses précitées.
<b>Observations :</b> L'exploitant présente le plan localisant les points de rejet de son établissement. Les huit points de rejet prescrits y sont représentés (conduits FFU1, FFU2, extracteur n° 1, extracteur n° 2, chaudière, GTA1, GTA2, GTU).  Toutefois 10 points de rejet canalisés à l'atmosphère sont représentés sur ce plan. En effet les grenailleuses WEELABRATOR n° 1 et 2 ne sont pas reliées à l'un des conduits précités (ce qui correspond à un rejet interne) mais rejettent directement à l'atmosphère.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle :** Autosurveillance des rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/09/2013, article 9.2.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> La périodicité minimale d'autosurveillance des rejets atmosphériques [...] : <ul style="list-style-type: none"><li>- FFU1 et FFU2 : annuelle ;</li><li>- extracteurs n° 1 et n° 2 : annuelle ;</li><li>- grenailleuses GTA1, GTA2 et GTU : triennale (une grenailleuse tous les ans par permutation) ;</li><li>- chaudière : quinquennal sur la chaudière en fonctionnement et systématique après un changement de chaudière.</li></ul> Les analyses sont réalisées par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Pas de non-conformité constatée.
<b>Observations :</b> L'exploitant présente le rapport des mesures périodiques des rejets atmosphériques réalisées par la société Bureau Veritas du 25/01/2022 au 27/01/2022 (réalisées il y a moins d'un an). Les analyses réalisées portent sur les conduits FFU1 et 2, extracteurs 1 et 2, ainsi que GTU. L'exploitant confirme qu'il alterne chaque année entre les conduits GTA1, GTA2 et GTU.  L'exploitant présente le rapport des mesures périodiques des rejets atmosphériques de la chaudière réalisées par la société Bureau Veritas le 27/01/2022 (réalisées il y a moins de cinq ans).  La société Bureau Veritas dispose de l'accréditation COFRAC n° 1-6258.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Conditions générales de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/09/2013, article 3.2.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- Conduit FFU1, débit nominal : 13 000 Nm<sup>3</sup>/h (courrier préfectoral du 15/05/2017), vitesse mini d'éjection : 8 m/s ;</li><li>- Conduit FFU2, débit nominal : 13 000 Nm<sup>3</sup>/h (courrier préfectoral du 15/05/2017), vitesse mini d'éjection : 8 m/s ;</li><li>- Conduit Extracteur n° 1, débit nominal : 14 500 Nm<sup>3</sup>/h, vitesse mini d'éjection : 8 m/s ;</li><li>- Conduit Extracteur n° 2, débit nominal : 14 500 Nm<sup>3</sup>/h, vitesse mini d'éjection : 8 m/s ;</li><li>- Conduit chaudière, débit nominal : 4 000 Nm<sup>3</sup>/h, vitesse mini d'éjection : 5 m/s ;</li><li>- Conduit GTA1, débit nominal : 2 500 Nm<sup>3</sup>/h, vitesse mini d'éjection : 5 m/s ;</li><li>- Conduit GTA2, débit nominal : 2 500 Nm<sup>3</sup>/h, vitesse mini d'éjection : 5 m/s ;</li><li>- Conduit GTU, débit nominal : 2 500 Nm<sup>3</sup>/h, vitesse mini d'éjection : 5 m/s.</li></ul> <p>Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapporté à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).</p>
<b>Constats :</b> La vitesse minimale d'éjection des rejets atmosphériques n'est pas respectée pour les conduits extracteur n° 1 et extracteur n° 2.
<b>Observations :</b> Examen des rapports des mesures des rejets atmosphériques réalisées en janvier 2022 par Bureau Véritas concernant les conduits FFU1, FFU2, extracteur n° 1 et n° 2, GTU et chaudière : <ul style="list-style-type: none"><li>- le débit est exprimé en mètres cubes par heure rapporté à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;</li><li>- les conditions de débit et de vitesse minimale d'éjection prescrites sont respectées hormis en ce qui concerne les conduits extracteur n° 1 et n° 2 pour lesquelles la vitesse d'éjection mesurée est inférieure à 8 m/s (respectivement 5 et 4,5 m/s).</li></ul> <p>Les conduits GTA1 et GTA2 n'ont pas fait l'objet d'analyses en 2022 (périodicité triennale).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Valeurs limites des concentrations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/09/2013, article 3.2.4.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> FFU1 et FFU2 : <ul style="list-style-type: none"><li>- Poussières : concentration 20 mg/Nm3, flux 45 g/h ;</li><li>- NOx (exprimé en NO2) : concentration 120 mg/Nm3, flux 2 500 g/h (courrier préfectoral du 15/05/2017) ;</li><li>- SOx (exprimé en NO2) : concentration 50 mg/Nm3, flux 90 g/h ;</li><li>- COV NM totaux : concentration 110 mg/Nm3, flux 90 g/h ;</li><li>- Somme des 6 métaux (Cr total, Cu, Sn, Mn, Ni , Zn et composés) : concentration 2,5 mg/Nm3, flux 4 g/h (courrier préfectoral du 15/05/2017) ;</li><li>- Dioxines et furannes : concentration 0,1 ng TEQ/Nm3, flux 0,75 µg/h.</li></ul> Extracteurs n° 1 et n° 2 : <ul style="list-style-type: none"><li>- Poussières : concentration 20 mg/Nm3, flux 45 g/h ;</li><li>- COV non méthaniques totaux : concentration 110 mg/Nm3, flux 1 300 g/h ;</li><li>- NOx (exprimé en NO2) : concentration 120 mg/Nm3, flux 1 700 g/h ;</li><li>- SOx (exprimé en NO2) : concentration 50 mg/Nm3, flux 1 700 g/h ;</li><li>- Somme des 6 métaux (Cr total, Cu, Sn, Mn, Ni , Zn et composés) : concentration 2,5 mg/Nm3, flux 7 g/h (courrier préfectoral du 15/05/2017).</li></ul> GTA1, GTA2 et GTU : <ul style="list-style-type: none"><li>- Poussières : concentration 20 mg/Nm3, flux 10 g/h.</li></ul> Chaudière : <ul style="list-style-type: none"><li>- Poussières : concentration 20 mg/Nm3.</li></ul>
<b>Constats :</b> Les rejets atmosphériques des conduits FFU1 et FFU2 ne respectent pas la valeur limite d'émission prescrite en ce qui concerne le flux des six métaux (Cr, Cu, Mn, Ni, Sn et Zn).
<b>Observations :</b> Examen des rapports des mesures des rejets atmosphériques réalisées en janvier 2022 par Bureau Véritas concernant les conduits FFU1, FFU2, extracteur n° 1 et n° 2, GTU et chaudière : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'ensemble des composés prescrits est analysé ;</li><li>- les valeurs limites d'émission en concentration sont respectées en ce qui concerne les conduits FFU1, FFU2, extracteur n° 1, GTU et chaudière ;</li><li>- les valeurs limites d'émission en flux sont respectées en ce qui concerne les conduits extracteur n° 1 et GTU (absence de valeur limite d'émission en flux pour la chaudière) ;</li><li>- extracteur n° 2 : dépassement des valeurs limites d'émission en concentration et en flux en ce qui concerne les poussières (20,4 mg/Nm3 et 160 g/h) et les six métaux (Cr, Cu, Mn, Ni, Sn et Zn) (2,67 mg/Nm3 et 20,9 g/h) ;</li><li>- FFU1 : dépassement des valeurs limites d'émission en flux en ce qui concerne les six métaux (5,41 g/h) ;</li><li>- FFU2 : dépassement des valeurs limites d'émission en flux en ce qui concerne les six métaux (21 g/h).</li></ul> L'exploitant présente également le rapport, daté du 27/04/2022, des mesures complémentaires réalisées sur le conduit extracteur n° 2 par Bureau Véritas : l'ensemble des valeurs limites d'émission est respecté en concentration et en flux (y compris en ce qui concerne les poussières et les six métaux).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Effets sur l'environnement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/09/2013, article 9.2.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement. Ce programme concerne au moins les dioxines et furannes, les métaux et les poussières et prévoit la détermination de la concentration de ces polluants dans l'environnement [...].  Les mesures sont effectuées dans les retombées atmosphériques (collecteurs de précipitations type jauges OWEN ou équivalents) aux points où l'impact de l'installation est supposé être le plus important. [...]  A l'issue des résultats, de leur interprétation et exploitation, la surveillance environnementale pourrait être levée sur demande motivée de l'exploitant.  [...] la surveillance environnementale est maintenue à une fréquence annuelle. Les résultats de ce programme de surveillance de l'année N sont repris dans un rapport spécifique transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année N+1.
<b>Constats :</b> L'exploitant ne réalise pas la surveillance environnementale de ses rejets atmosphériques selon une fréquence annuelle.
<b>Observations :</b> L'exploitant présente le rapport de l'étude de dispersion de ses rejets atmosphériques réalisée en 2014 par Bureau Veritas et le courrier de transmission de ce rapport à la DREAL en date du 11/04/2014.  Le courrier précité ne sollicite pas explicitement l'arrêt de cette surveillance. En outre, un arrêt de cette surveillance n'a pas été notifié à l'exploitant.  L'exploitant déclare qu'à la suite de l'étude réalisée en 2014 il n'a pas poursuivi la surveillance de l'environnement de ses rejets atmosphériques. Il n'est donc pas en mesure de présenter un autre rapport relatif à cette surveillance.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Réseaux de collecte.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/09/2013, article 4.2.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.
<b>Constats :</b> L'exploitant doit démontrer que les goulottes du réseau de collecte des eaux industrielles du rez-de-chaussée technique sont dimensionnées de manière à être étanches quelles que soient les fluctuations de débit des eaux recueillies.
<b>Observations :</b> Visite du rez-de-chaussée technique (situé sous le niveau de l'établissement dédié à la production). Les eaux industrielles sont recueillies dans des goulottes métalliques (ouvertes sur le dessus) et dirigées vers des bassin tampons avant transfert vers la station de traitement des eaux usées industrielles. L'exploitant déclare que le recueil de ces eaux dans des goulottes permet un curage plus aisé.  Absence de flaque au sol à proximité de la goutte examinée. Toutefois, des dépôts sont visibles sur les parois verticales de cette dernière (jusqu'en partie haute). L'exploitant doit démontrer que les goulottes sont suffisamment dimensionnées pour faire face aux fluctuations du débit des eaux recueillies.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Isolement avec les milieux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/09/2013, article 4.2.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b> Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. [...]
<b>Constats :</b> Pas de non-conformité constatée.
<b>Observations :</b> Visite de l'installation : quatre vannes d'isolement sont visibles au niveau des quatre points de rejet d'eaux pluviales (volant de manœuvre visible).  Ouverture du regard contenant la vanne d'isolement n° 3 : absence de dépôt significatif de sédiments.  Réalisation d'un essai d'ouverture et de fermeture de la vanne d'isolement n° 3 : concluant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Confinement des eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/09/2013, article 7.6.7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b> Le site doit disposer d'un moyen de confinement permettant de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) d'une capacité minimale de 580 m <sup>3</sup> avant rejet vers le milieu naturel.
<b>Constats :</b> Certaines des bordures béton participant au confinement des eaux d'extinction d'un incendie sont descellées. Par ailleurs l'exploitant doit justifier que, au regard de la topographie du site, la hauteur des bordures entourant le point bas du site est suffisante pour retenir 580 m <sup>3</sup> d'eau.
<b>Observations :</b> L'exploitant déclare qu'en cas d'incendie les eaux d'extinction sont confinées dans le rez-de-chaussée technique de l'établissement (surface : 8000 m <sup>2</sup> ) et dans la zone extérieure située au nord-est, en point bas du site (surface : environ 600 m <sup>2</sup> ) . Le volume d'eau à confiner étant de 580 m <sup>3</sup> , la lame d'eau résultante (à altimétrie constante) est d'environ 6,8 cm.  Visite de l'installation : <ul style="list-style-type: none"><li>- pas de dégradation notable de la dalle béton du rez-de-chaussée technique au niveau des zones visitées (couloir entre l'escalier d'accès et le bassin tampon examiné, abords du bassin tampon examiné, zone située entre le bassin précité et la sortie du rez-de-chaussée technique donnant sur la station de traitement des eaux industrielles) ;</li><li>- la zone extérieure précitée est recouverte d'enrobé et bordée, en son point le plus bas, par des bordures béton (hauteur : environ 40 cm). Certaines de ces bordures béton sont descellées. Par ailleurs l'exploitant doit justifier que, au regard de la topographie du site, la hauteur des bordures entourant cette zone extérieure est suffisante ;</li><li>- présence de tapis obturateurs à proximité des avaloirs d'eaux pluviales. Ils sont placés dans des contenants visibles. La consigne associée à leur mise en œuvre est également placée dans ces contenants. En cas de déversement ces dispositifs sont mis en place de manière à recouvrir les avaloirs et ainsi isoler le réseau de collecte des eaux pluviales.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Localisation des points de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/09/2013, article 4.3.5.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b> Points de rejet vers le milieu récepteur EU1, EU2, EU3 : <ul style="list-style-type: none"><li>- eaux usées domestiques ;</li><li>- exutoire : réseau de collecte de la Communauté d'Agglomération Castelroussine.</li></ul> Points de rejet vers le milieu récepteur EP1, EP2, EP3, EP4 : <ul style="list-style-type: none"><li>- eaux pluviales ;</li><li>- exutoire : réseau de collecte de la zone industrielle ;</li><li>- traitement avant rejet : séparateur d'hydrocarbures.</li></ul> Points de rejet vers le milieu récepteur EI : <ul style="list-style-type: none"><li>- eaux de refroidissement et eaux industrielles ;</li><li>- exutoire : réseau de collecte de la Communauté d'Agglomération Castelroussine.</li><li>- traitement avant rejet : unité de dégraissage.</li></ul>
<b>Constats :</b> Les eaux pluviales rejetées au niveau des points EP1, EP2, EP3 et EP4 ne font pas l'objet d'un traitement par un séparateur d'hydrocarbures.
<b>Observations :</b> L'exploitant présente les plans de ses réseaux humides : <ul style="list-style-type: none"><li>- les eaux usées domestiques sont rejetées vers le réseau d'assainissement public (présence de trois points de rejet) ;</li><li>- les eaux industrielles sont collectées dans des bassins tampons avant d'être transférées vers la station de traitement puis rejetées vers le réseau d'assainissement public ;</li><li>- présence de quatre points de rejet des eaux pluviales vers le réseau de collecte de la zone industrielle. Une cinquième branche de ce réseau est représentée (entre les points de rejet n° 3 et n° 4), toutefois la destination des eaux recueillies dans cette branche n'est pas représentée. L'exploitant déclare que cette branche du réseau de collecte des eaux pluviales est probablement obturée. L'exploitant doit vérifier l'état de la branche précitée de ce réseau, le cas échéant préciser son exutoire et mettre à jour le plan de ce réseau.</li></ul> Visite de l'installation : <ul style="list-style-type: none"><li>- présence d'une station de traitement des eaux industrielles située au nord-est du site ;</li><li>- présence de quatre points de rejet des eaux pluviales (signalés par la présence de vanne d'obturation) ;</li><li>- l'exploitant n'est pas en mesure de préciser l'emplacement de la branche supplémentaire du réseau d'eau pluviale ;</li><li>- présence d'un unique séparateur d'hydrocarbures situé au niveau de la zone de déchargement des livraisons. L'exploitant précise que les eaux transitant par le séparateur d'hydrocarbures sont dirigées vers la station de traitement des eaux industrielles. En conséquence, les eaux pluviales rejetées au niveau des points EP1, EP2, EP3 et EP4 ne font pas l'objet d'un traitement par un séparateur d'hydrocarbures.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle : Plan des réseaux humides**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/09/2013, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : [...] - les secteurs collectés et les réseaux associés ; - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ; - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<b>Constats :</b> L'exploitant doit mettre à jour les plans de ses réseaux humides afin d'identifier les points de rejet réglementés et, après investigation, de préciser l'état de la branche supplémentaire de son réseau d'eau pluviale (en service ou condamnée) et, le cas échéant, l'emplacement de son exutoire.
<b>Observations :</b> Voir observations concernant le point de contrôle relatif à l'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral du 05/09/2013.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Gestion des ouvrages**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/09/2013, article 4.3.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b> [Les installations de traitement] sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.
<b>Constats :</b> Pas de non-conformité constatée.
<b>Observations :</b> L'exploitant déclare que son séparateur d'hydrocarbures fait l'objet d'un curage annuel. Il présente le bordereau de suivi des déchets dangereux associé au dernier curage, réalisé le 12/08/2021 : ce document n'appelle pas de remarque.  L'exploitant a confié par contrat l'entretien de sa station de traitement des eaux industrielles usées à la société Ovive (présence de documents l'attestant).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle : Autosurveillance des rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/09/2013, article 9.2.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b> Point de rejet EI : - périodicité de la mesure : trimestrielle.  Les analyses doivent être effectuées par un organisme accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Pas de non-conformité constatée.
<b>Observations :</b> L'exploitant présente les quatre dernières analyses de ses rejets d'eaux industrielles : elles ont été réalisées le 11/03/2022, le 09/12/2021, le 09/09/2021, le 10/06/2021 et le 11/03/2021 (respect de la périodicité trimestrielle).  Ces analyses ont été réalisées par la société SGS, qui dispose d'une accréditation COFRAC.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Valeurs limites d'émission (point EI)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/09/2013, article 4.3.9.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b> - pH : compris entre 5,5 et 8,5 ; - température : < 30 °C ; - DBO5 : 5 000 mg/l, flux maximal journalier : 200 kg/j, flux moyen mensuel : 125 kg/j ; - DCO : 15 000 mg/l, flux maximal journalier : 600 kg/j, flux moyen mensuel : 375 kg/j ; - MEST : 500 mg/l, flux maximal journalier : 52 kg/j, flux moyen mensuel : 32,5 kg/j ; - Azote global (exprimé en N) : 150 mg/l, flux maximal journalier : 6 kg/j, flux moyen mensuel : 3,75 kg/j ; - Phosphore total (exprimé en P) : 50 mg/l, flux maximal journalier : 2 kg/j, flux moyen mensuel : 1,25 kg/j ; - Métaux totaux (NFT90 112) : 15 mg/l, flux maximal journalier : 0,4 kg/j, flux moyen mensuel : 0,25 kg/j ; - HCT : 10 mg/l, flux maximal journalier : 0,4 kg/j, flux moyen mensuel : 0,25 kg/j.
<b>Constats :</b> En ce qui concerne les analyses de ses rejets d'eaux industrielles, l'exploitant ne mesure pas la concentration et le flux en métaux totaux mais uniquement la concentration et le flux en aluminium.
<b>Observations :</b> Examen de l'analyse des eaux industrielles rejetées réalisée le 11/03/2022 par la société SGS : - les conditions de rejet (température et pH) prescrites sont respectées ; - les valeurs limites d'émission en concentration et en flux prescrites sont respectées pour chacun des polluants analysés (DBO5, DCO, MEST, Azote global, Phosphore total, HCT) ; - l'exploitant ne mesure pas la concentration et le flux en métaux totaux mais uniquement la concentration et le flux en aluminium.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Eaux pluviale susceptibles d'être polluées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/09/2013, article 4.3.11.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée et en accord avec l'inspection des installations classées, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur a minima dans les limites autorisées par le présent arrêté (paramètres et valeurs limites d'émissions de EP1, EP2, EPS et EP4).
<b>Constats :</b> Pas de non-conformité constatée.
<b>Observations :</b> L'exploitant déclare qu'il procède à une analyse annuelle des eaux pluviales rejetées aux points EP1, EP2, EP3 et EP4. Il présente les deux dernières analyses afférentes : elles ont été réalisées le 08/04/2022 et le 06/05/2021.  Ces analyses ont été réalisées par la société SGS, qui dispose d'une accréditation COFRAC.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Valeurs limites d'émission (points EP1 à 4)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/09/2013, article 4.3.9.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- pH : compris entre 5,5 et 8,5 ;</li><li>- température : &lt; 30 °C ;</li><li>- DBO5 : 30 mg/l ;</li><li>- DCO : 125 mg/l ;</li><li>- MEST : 30 mg/l ;</li><li>- Azote global (exprimé en N) : 30 mg/l ;</li><li>- Phosphore total (exprimé en P) : 10 mg/l ;</li><li>- HCT : 10 mg/l ;</li><li>- Al : 5 mg/l.</li></ul>
<b>Constats :</b> Les eaux pluviales rejetées au point EP4 présentent des dépassements récurrents des valeurs limites d'émission prescrites pour les paramètres DCO, DBO5 et MEST.
<b>Observations :</b> Constat du 25/02/2021 : «Au niveau des eaux pluviales, le dernier contrôle date du mois de juin 2020 (un contrôle a été effectué au mois de décembre 2020 mais n'a pas encore été reçu par l'exploitant). Ce rapport présente des dépassements pour le milieu récepteur EP4 sur les paramètres DCO, DBO5, MES et Aluminium. » / Non-conformité 2 : Le milieu récepteur EP4 présente un dépassement des valeurs limites d'émissions pour les paramètres DCO, DBO5, MES et Aluminium. L'exploitant fournira à l'inspection le dernier rapport des eaux pluviales effectué au mois de décembre 2020.  Examen du rapport des analyses des eaux pluviales réalisées le 06/05/2021 par la société SGS (l'exploitant ne dispose pas encore du rapport associé aux analyses réalisées le 08/04/2022) : <ul style="list-style-type: none"><li>- les conditions de rejet (température et pH) prescrites sont respectées pour les points EP1, EP2, EP3 et EP4 ;</li><li>- les valeurs limites d'émission en concentration prescrites sont respectées pour les points EP1, EP2 et EP3 ;</li><li>- point EP4 : les valeurs limites d'émission en concentration prescrites sont respectées pour les paramètres azote global, phosphore total, HCT et aluminium. Toutefois, les valeurs limites d'émission sont dépassées en ce qui concerne les paramètres DBO5 (130 mg/l), DCO (796 mg/l) et MEST (123 mg/l).</li></ul> L'exploitant déclare qu'il prévoit d'engager des études pour déterminer l'origine des dépassements des valeurs limites d'émission affectant le point de rejet des eaux pluviales EP4 et mettre en place un traitement adapté.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription